

VENDREDI 1^{er} MAI 2009

Mesdames et Messieurs,
chers médaillés,

Cette réception est pour vous, rien que pour vous.

Comme c'est ici, à Wattrelos, la tradition, le Conseil municipal tient à vous recevoir solennellement, officiellement pour vous rendre hommage, vous mettre à l'honneur avec émotion et tout le respect qui vous est dû. Emotion de l'instant, d'un moment qui compte dans une vie de travail ; respect pour tout ce que vous êtes, ce que vous représentez, vous les médaillés qui êtes au nombre de 204 cette année.

204 médailles d'honneur du travail, ce n'est pas rien. J'ai fait le calcul : 46 médailles d'argent (soit 20 ans de travail), 57 de vermeil (30 ans de travail), 72 d'or (35 ans) et 29 grand or (40 ans), cela représente 6 310 années de travail, plus de six millénaires de travail !

Ce matin, je veux vous dire trois choses. Vous dire d'abord **la considération et l'estime** que vos élus vous portent pour votre carrière – en cours ou qui s'achève. Vous dire ensuite **ce que représente le 1^{er} Mai** dans notre histoire, nationale et locale. Vous dire enfin que ce 1^{er} Mai 2009 ne peut être, ni anodin, ni comparable aux précédents, car il doit être, il se doit d'être un **1^{er} Mai de combat**, combat contre l'injustice, contre toutes les injustices qui frappent actuellement le monde du travail, injustices qu'il faut dénoncer fermement et contre lesquelles à quelque responsabilité que l'on soit, la mobilisation est indispensable.

- **D’abord, parlons de vous !** Parlons de votre parcours, de votre métier. Parlons de cette médaille, que je vous remettrai dans quelques minutes, qui est **le symbole de votre compétence, de votre mérite, de vos efforts quotidiens.**

Elle représente les dizaines de milliers d’heures passées à l’atelier ou au bureau, de ces heures de travail qui permettent d’avoir un revenu pour vivre mais qui, inexorablement, sont des heures prélevées sur la vie de famille ou les loisirs.

Dans cette médaille, vous pouvez voir le reflet de ces années si bien remplies, ces mois qui s’enchaînent et que l’on ne voit pas passer, les enfants que l’on ne voit pas grandir, l’épouse ou le mari à qui on ne consacre pas autant de temps que l’on voudrait, ces journées souvent longues, éprouvantes, durant lesquelles tout n’est pas toujours facile, les coups de bourre, les coups de stress, les matins où le réveil sonne trop tôt, le soupir du soir lorsqu’on se couche épuisé et qu’on se dit : « Quelle journée ! »

Cette médaille reflète aussi les réussites, les fiertés, les encouragements ou les félicitations, la satisfaction, l’intense satisfaction du travail accompli, des projets aboutis, voire les bons moments avec les collègues – qui sont parfois des amis – les blagues, les anniversaires, les fêtes patronales, l’entraide, les petits et les grands événements de la vie de l’entreprise.

On dit souvent que, dans la vie, le travail paye toujours. Chers médaillés, vous savez mieux que quiconque ce que cela signifie. Oui, le travail, les efforts, l’abnégation, l’assiduité, ce fut, c’est encore votre quotidien. Car la vie, cela se vit, cela se gagne chaque jour.

Oui, le travail est une vertu, au sens le plus noble du terme, qu'il nous faut défendre – j'y reviendrai – et qu'il nous faut fêter dignement, ainsi que cette journée du 1^{er} Mai nous le rappelle.

Cette fête du travail, telle qu'on la vit à Wattrelos, est depuis toujours, pour le Conseil municipal, le témoignage de l'estime, de l'hommage de toute une ville à ses travailleurs.

C'est la reconnaissance de la collectivité aux femmes et aux hommes qui savent ce que signifient les mots courage, constance, devoir, effort, labeur. Ces femmes et ces hommes, je les ai devant moi et je leur dis tout simplement : chères travailleuses, chers travailleurs, bonne fête !

- **Votre fête, c'est un peu la fête de Wattrelos dont l'histoire est rythmée par les différents 1^{er} Mai qui se sont succédé depuis plus d'un siècle.**

Quoi de plus normal dans cette ville de tradition ouvrière, terre de sueur et de labeur sur laquelle ont été menées tant de batailles sociales pour de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires, pour lutter contre un patronat trop souvent injuste, dur à l'égard des ouvriers et de leurs représentants syndicaux soutenus par leurs élus ?

Il y eut des 1^{er} Mai pleins d'espoir, d'autres plus difficiles, rageurs face à l'intransigeance patronale. Ainsi, en 1932, la Ville de Wattrelos décida d'annuler le feu d'artifice du 1^{er} Mai – comme il était de tradition d'en tirer un à l'époque au 1^{er} Mai et au 14 juillet – pour pouvoir abonder le fonds municipal de chômage mis en place au profit des ouvriers grévistes.

Le patronat avait en effet décidé unilatéralement de baisser les salaires de 10 % suite au krach boursier de 1929 !

La Ville dut venir en aide à plus de 1 200 de ses travailleurs qui n'avaient plus de quoi vivre et faire vivre leurs familles.

Voilà pourquoi le 1^{er} Mai à Wattrelos n'a jamais été et ne sera jamais un jour ordinaire. Il est chargé de tant de souvenirs, de tant de symboles pour n'être qu'un simple jour férié.

Il porte en lui en effet, aux plans international et national, les traces d'un passé de luttes terribles, un héritage qu'il nous appartient de conserver précieusement ! Car jamais on ne doit oublier les combats de ceux qui nous ont précédés.

Ainsi ce 1^{er} Mai 1886, où 200 000 travailleurs américains osèrent réclamer la journée de huit heures. Certains patrons cédèrent ; d'autres non ! Grèves, manifestations s'ensuivirent. Il y eut des morts, mais aussi des condamnations à perpétuité ou morts par pendaison !

Ainsi, aussi, en France, le 1er Mai 1891, dans notre département du Nord, à Fourmies. Ce fut de nouveau le drame. La police tira à bout portant sur la foule pacifique des ouvriers et fit dix morts, dont huit de moins de 21 ans. L'une des victimes, l'ouvrière Marie Blondeau, habillée de blanc et les bras couverts de fleurs, devint le symbole de cette journée.

C'est depuis ce jour-là que le 1^{er} Mai s'est enraciné dans la tradition de lutte des ouvriers européens.

En 1919, la France adopte enfin la journée de huit heures dans son code du travail et fait du 1^{er} Mai suivant, à titre exceptionnel, une journée chômée. Mais elle ne le sera définitivement, chômée et payée, qu'en... 1947 !

Car ne l'oublions pas, le 1^{er} Mai, c'est aussi la fête d'une très belle idée, la plus belle sans doute, celle qui distingue l'homme de la machine, celle qui rappelle que chaque être humain a un droit imprescriptible à l'éducation, à la formation, au travail, à la santé, à la protection sociale, et enfin à une retraite satisfaisante ! Cette idée, c'est **le cœur de notre démocratie sociale** ; c'est **celle du droit du travailleur à être respecté, préservé dans sa vie et dans sa dignité.**

Si Karl Marx avait, en son temps, analysé l'implacable mécanique de l'exploitation de l'homme, c'était pour plaider avec force que cet homme-là, ce travailleur qui crée de la richesse, de la valeur ajoutée par son travail, a droit naturellement, légitimement à ce qui permet l'entretien et le renouvellement de sa force de travail !

Ce message-là est toujours d'actualité. Il doit être même renforcé et précisé. Car alors que nous vivons une crise bancaire, financière, économique et sociale dont on nous dit qu'elle est sans précédent (et elle l'est sans doute à cause des masses financières en cause et surtout en raison de la mondialisation des instruments financiers et donc des éléments de propagation mondiale de la crise), **qui ne craint pas qu'au final, ce ne soit le monde du travail qui la subisse le plus, cette crise ?**

Qui ne redoute pas que ce soient les travailleurs qui paient le plus lourd tribut à la crise ?

Alors oui, ce 1^{er} Mai 2009, nous devons le vivre, le faire vivre comme un 1^{er} Mai de combat, un combat plus que jamais nécessaire pour le respect des droits et de la dignité des travailleurs.

Pourquoi ? D'abord, bien sûr, parce que le monde du travail, ceux qui travaillent, ceux qui voudraient travailler, les droits des uns comme ceux des autres, sont frappés, avec violence précisément par cette crise et ses conséquences.

Une crise qui est destructrice d'abord et avant tout. Destructrice d'activités économiques et malheureusement d'emplois ! Depuis l'été 2008 maintenant, les plans sociaux s'ajoutent aux plans sociaux et les annonces de fermetures et de restructurations s'additionnent les unes aux autres, jetant autant d'inquiétudes qu'elles ne plongent de familles dans les difficultés. Ici même, La Redoute, Facam, Intissel, Griltex pour ne citer que les plus grandes, sont dans nos préoccupations quotidiennes. Au niveau national, 63 400 chômeurs de plus en mars, + 250 000 au total depuis le début de l'année, 8 à 900 000 au total évoqués d'ici la fin 2009... Oui, **c'est un tsunami social destructeur sans précédent** qui nous frappe !

La vigilance, cependant, doit prévaloir. Et les pouvoirs publics – je rappelle que c'est l'Etat qui a, de par la Constitution, la mission de conduire la politique économique et sociale du pays, et a l'obligation de garantir la cohésion sociale – les pouvoirs publics, disais-je, doivent impérativement tout mettre en œuvre pour éviter que cette crise ne soit prétexte à des restructurations et qu'elle ne s'accroisse par des déséquilibres qui n'ont pas lieu d'être !

Une crise prétexte ? Oui, je le crains. Oui, je le crois. De tout ce que je vois ou j'entends, je ne peux croire que tous les plans sociaux annoncés, toutes les restructurations programmées, ne trouvent leur raison d'être que dans les conséquences directes de la crise. Quand une entreprise fait de consistants bénéfices et qu'elle licencie, il y a quelque chose qui ne va pas ! Quand une entreprise, à cause des normes comptables qui lui imposent de comptabiliser ses actifs financiers sur une valeur dépréciée, et que, constatant des pertes, elle licencie et fait payer aux salariés le prix de ce qui n'est qu'une baisse des marchés financiers, c'est incompréhensible !

Il y a un devoir à combattre, à interdire – oui, je le dis – ces licenciements d'opportunité, de convenance financière ! Et pour tout dire, je me dois de dire ici, ce matin, que je ne suis pas convaincu du fondement industriel de ce que les groupes La Redoute et Les 3 Suisses sont en train de conduire.

De même, je crois que l'Etat doit tout mettre en œuvre pour combattre les conséquences déséquilibrantes de la crise et ne pas ajouter de l'injustice aux conséquences injustes de celle-ci !

Car, sans faire de long historique de la crise, nul ne peut ignorer que la crise est la fille de dérèglements financiers et de rémunérations insuffisantes au travail. Pour les ménages d'abord, aux Etats-Unis, où en raison de salaires maintenus à bas niveau, les ménages américains ont pris de plein fouet la hausse des taux immobiliers, les fameux *subprimes* qui les ont étranglés, les jetant à la rue et effondrant jusqu'au système bancaire. Mais les entreprises aussi, contraintes de servir à leurs actionnaires des taux de rendement très élevés : 11, 15 voire 20 % ont pressuré leurs investissements d'avenir, leurs travaux de recherche et ont connu de lourdes pertes de compétitivité !

Ce qui s'est fait hier, ces dernières années, n'a donc pas été *juste*, au sens noble du terme, ni juste socialement ni juste économiquement ! Aujourd'hui, **ce qu'il faut entendre en ce 1^{er} Mai 2009, c'est qu'une révolte sociale couve, gronde dans tout le pays** et d'ailleurs dans bien des pays. Et que cette révolte sociale s'accroît par l'injustice de certaines décisions face à une crise elle-même née de l'injustice !

Ma conviction est claire. Combattons l'injustice et nous combattons les causes de la crise, et nous aiderons à en contenir les conséquences !

Car qui, ici, n'est pas, comme moi, heurté, blessé, consterné de voir face à la vague de problèmes qui nous touche, qu'on puisse laisser encore attribuer des *parachutes dorés*, des *retraites* tout aussi dorées, des bonus et stock-options généreux, à des dirigeants ou responsables qui ont été causes de lourdes pertes pour leur entreprise, alors que tant de responsables de commerces, d'artisans, de petites et moyennes entreprises hypothèquent jusqu'à leurs biens pour faire tourner leur petite affaire créatrice, elle, d'emplois ?

Qui peut comprendre que l'on consacre 2 milliards d'euros à alléger les droits de succession pour les plus fortunés ?

Qui peut admettre qu'une priorité politique nationale puisse être, avec le *bouclier fiscal*, de distribuer 450 millions d'euros à des contribuables fortunés, de verser à 835 contribuables très riches en moyenne 368 000 € en 2008, soit l'équivalent de 30 ans de Smic, quand ici les demandes au bureau d'aide sociale ou aux Restos du Cœur ne cessent de s'accroître ?

C'est en ce sens, Mesdames et Messieurs, que je veux dire ce matin devant vous, que **ce 1^{er} Mai 2009 doit porter un message fort : celui de la justice !**

Justice pour de justes rémunérations. Le partage entre profits et salaires s'est très fortement dégradé ces dernières années au détriment des salaires et donc des salariés. Chacun a droit à un revenu digne, où il prenne sa juste part de la richesse qu'il crée. A trop l'oublier, notre système économique a provoqué une insuffisance de pouvoir d'achat, donc une faiblesse de la demande, et sans demande, les entreprises n'ont pas de commandes et c'est la crise ! Rééquilibrer le niveau des rémunérations, c'est donc combattre les causes mêmes de la crise.

Justice pour de justes droits sociaux. Car la crise et les potions libérales qui l'accompagnent ont tendance à faire subir aux services publics collectifs des suppressions de moyens qui n'ont pas lieu d'être. Au contraire, pour faire face aux difficultés, notre société a besoin de moyens pour la santé, pour l'éducation par exemple. Rien en effet ne serait pire que ne soit plus assuré le droit de chacun à se soigner ou à éduquer ses enfants !

Justice enfin et surtout pour le droit au travail. Avec 2,4 millions de demandeurs d'emploi, 1,03 million depuis plus d'un an, 21,2 % de jeunes de moins de 25 ans au chômage, **l'urgence sociale, ce sont les politiques pour l'emploi et contre le chômage.** Tout doit être mis en œuvre pour cela, y compris – je n'ai pas de tabou en la matière – par des nationalisations temporaires si nécessaires. Mais là aussi, je le dis tout net : ce n'est pas, comme le fait l'Etat actuellement, en consacrant 4,3 milliards d'euros pour développer le recours aux heures supplémentaires ou en légiférant pour faciliter le travail le dimanche qu'on évitera que le cortège sombre des chômeurs ne s'accroisse !

Vous l'aurez compris, Mesdames et Messieurs, en ce 1^{er} Mai 2009, je veux vous dire ma conviction qu'il n'y aura pas de sortie durable de la crise s'il n'y a pas une prise de conscience, au niveau mondial certes, mais aussi au niveau européen et surtout ici, chez nous, en France, que notre société doit être moins inégalitaire.

Il n'y aura pas de croissance saine, durable, équilibrée si on ne combat pas le mal à sa racine, si on n'éradique pas le plus fermement possible ce qui mine à la fois les conditions de la croissance économique et celle du développement équilibré de la société : les inégalités.

Ma conviction, c'est que l'urgence, l'indispensable, la nécessité absolue est de se mobiliser :

- pour mener de front des actions de soutien aux populations les plus touchées ;
- pour remettre la finance au service de l'économie ;
- pour investir massivement dans la recherche et l'éducation ;
- pour définir une politique fiscale encourageant l'investissement productif ;
- et surtout pour rééquilibrer la place et la rémunération entre capital et travail.

C'est dire si pour moi, le parfum du muguet a celui de la combativité, comme celui de l'espérance . Il est aussi, et surtout pour vous, Mesdames et Messieurs les médaillés, celui de la fierté de votre labeur. Soyez fiers de cette médaille que, dans un instant, je vous épinglerai. **Car cette médaille, c'est votre travail, c'est vous, c'est votre vie !**

Bonne journée, bon 1^{er} Mai à toutes et à tous.